

Déclaration liminaire au CSE du réseau France 3 des 7 et 8 décembre 2021

Sans moyens, on n'arrive à rien

Les semaines passent et le ciel se couvre sur la ligne d'horizon des régions de France 3.

Que reste-t-il du grand projet de développement de chaînes régionales annoncé en fanfare par Delphine Ernotte dès juillet 2020 ? Il évoquait alors, rien moins qu'une inversion du modèle de France 3, afin de passer d'une chaîne nationale à décrochages régionaux, à 13 chaînes régionales à décrochage national.

Mais la réalité sonnante et rébuchante a rattrapé le projet : sans moyens, on n'arrive à rien.

L'épisode douloureux du lancement du 18h30 est encore dans tous les esprits, 1er signal d'alarme grandeur nature, sur l'absence totale de marge de manœuvre laissée aux directions régionales en matière de moyens.

Le second signal est venu en CASAR, la commission de suivi de la régionalisation, quand l'une des régions pilote du projet, la Nouvelle-Aquitaine, a renoncé à s'emparer des cases de l'après-midi, faute des effectifs suffisants.

Enfin, on le voit désormais, le projet d'expérimentation à Strasbourg semble relégué aux oubliettes, au profit d'un recentrage sur le numérique, dont on ne voit pas bien avec quels effectifs il pourrait réellement voir le jour.

La diversion de la ministre de la Culture, sortant de son chapeau, à 4 mois de l'élection présidentielle, l'arme fatale d'un GIE, est venue mettre un peu plus d'interférences autour d'un projet qui n'en avait pas besoin.

Si l'hypothèse d'un rapprochement entre France 3 et France Bleu donne lieu depuis de longs mois à une lutte serrée autour de la bataille du leadership, cela ne règle en aucun cas la question des effectifs et des moyens, insuffisants de part et d'autre. C'est d'ailleurs ce que pointe le rapport d'expertise remis la semaine dernière au CSE central de la Maison-Ronde qui évoque une importante « surcharge de travail » dans les 44 locales de France Bleu, en particulier à cause de l'addition des tâches sur le numérique.

Le point commun entre les deux entreprises, c'est qu'elles sont sommées par l'État de réaliser des économies considérables, depuis 10 ans concernant France Télévisions.

Quelle est la suite du chemin ? Pour FTV, l'année 2022 s'annonce insurmontable, budgétairement parlant. Comment va-t-on passer l'année ? Et ensuite ? Il n'y a plus de visibilité financière pour les années suivantes, d'autant que le gouvernement, comme les précédents, n'a pas eu le courage d'engager l'indispensable réforme de la redevance, seule à même de garantir l'indépendance et la pérennité de l'audiovisuel public.

Dans le contexte, glaçant, d'une campagne présidentielle placée sous le signe de la montée des populismes et des attaques contre le service public, reste-t-il un avenir pour le projet régional et pour la télé publique plus largement ?

Paris, le 7 décembre 2021